

Développement social

IMMIGRATION, FEMMES ET HOMMES RACISÉS

De la reconnaissance à l'inclusion sociale, pour une participation pleine et entière des personnes issues de l'immigration et des femmes et des hommes racisés de l'agglomération de Longueuil

Document présenté au Comité organisateur du RENDEZ-VOUS des partenaires en développement social de l'agglomération de Longueuil qui se tiendra le 29 novembre 2018

Par et à l'initiative des trois concertations se penchant sur ces réalités sur le territoire de l'agglomération de Longueuil :

- Comité Longueuil Ville sans racisme et discrimination (CLVSRD)
- Table de Concertation sur la situation des Femmes Immigrées de l'Agglomération de Longueuil (TCSFIAL)
- Comité Action-Inclusion

11 octobre 2018

De la reconnaissance à l'inclusion sociale, pour une participation pleine et entière des personnes issues de l'immigration et des femmes et des hommes racisés de l'agglomération de Longueuil : une question de développement social

À l'annonce de la tenue du *Rendez-vous en développement social de l'agglomération de Longueuil*, les trois concertations de ce territoire abordant des sujets en lien avec l'immigration et la réalité des femmes et des hommes racisés, ont trouvé important de porter d'une même voix des préoccupations communes qui, nous le souhaitons, auront écho lors de cette journée dédiée au développement social et lors d'un futur plan d'action en développement social.

Le développement social¹ concerne l'ensemble des citoyennes et des citoyens. Selon nous, un regard spécifique relatif aux personnes issues de l'immigration, aux personnes de 2^e génération et aux personnes racisées est incontournable pour assurer le développement et le maintien d'une société plus inclusive et, dans nos communautés, une participation pleine et entière à la vie sociale, culturelle, politique et économique de ces personnes.

De leurs observations et de leurs travaux, les trois concertations auteures de ce document : le Comité Longueuil Ville sans racisme et discrimination (CLVSRD), la Table_de Concertation sur la situation des Femmes Immigrées de l'Agglomération de Longueuil (TCSFIAL) et le Comité Action-Inclusion, ressortent des points communs, soit la nécessité de :

- Reconnaître les inégalités sociales vécues par ces personnes ;
- Développer des pratiques plus inclusives dans l'ensemble de nos institutions et organisations ;
- Assurer la participation pleine et entière à la société de ces femmes et de ces hommes.

Ce document se veut concis, simple et un premier pas vers des orientations communes entre concertations et Villes. Ce document présente quelques données relatives à l'agglomération, les enjeux observés et travaillés par les concertations et des pistes de solutions. Il est complété par des documents de fonds des travaux respectifs des trois concertations. Listés en annexe, ils sont mis en pièce jointe au courriel.

¹ Le développement social est entre autres, un ensemble de processus de mobilisation, d'inclusion et d'engagement de tous les citoyens et citoyennes pour le bien-être individuel et collectif, le bien commun

Un portrait évocateur en quelques données²

Le nombre de personnes immigrantes³ ou issues de l'immigration a augmenté sur le territoire de l'agglomération de Longueuil entre 2006 et 2016 :

En 2006, les personnes immigrantes représentaient 15,5 % de la population et en 2016, elles représentaient le 20,3 % de la population totale de l'agglomération de Longueuil [ii].

De plus, il faut considérer que 12,9% de la population totale de l'agglomération est composée par les 52 330 personnes de 2^e génération, personnes dont au moins l'un des 2 parents est immigré.

Le nombre de personnes s'identifiant à une minorité visible s'est accru sur le territoire de l'agglomération de Longueuil :

Plus des deux tiers (67,3 %) des personnes immigrantes ont déclaré appartenir à un groupe de minorités visibles.

D'autre part, 47,5 % des personnes de 2^e génération appartiennent à une minorité visible (le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus de 2^e génération a augmenté de 67 % entre 2006 et 2016)

Scolarité :

La proportion de personnes ayant un certificat, diplôme ou grade universitaire est nettement plus élevée chez les immigrant.e.s que chez les non immigrant.e.s de l'agglomération de Longueuil (38,2 c. 26,8 %).

Les hommes immigrants sont proportionnellement plus nombreux que les femmes immigrantes à détenir un certificat, diplôme ou grade universitaire (40,5 c. 36,1 %).

34,1% des personnes de 2^e génération de 25 ans et plus ont obtenu un certificat, diplôme ou grade universitaire tandis que 8% de ces personnes n'ont pas terminé leurs études secondaires.

Revenu :

Le revenu médian des immigrant.e.s est inférieur à celui des non immigrant.e.s (26 980 c. 32 899 \$)[iv]. Les personnes de 2^e génération ont un revenu médian après impôts de 28 643\$

² Tirés des publications de la Direction de la santé publique de la Montérégies réalisées par Mélissa Beaudry-Godin[i]

³ Dans le texte, le mot immigrant.e. fait référence aux personnes établies de façon permanente au Canada en qualité d'immigrant reçu et qui habitaient, lors du recensement 2016, en ménage privé sur le territoire de l'agglomération de Longueuil. Donc, toutes personnes portant de statuts migratoires non permanents ou précaires ne sont pas considérées dans les faits présentés. **Nous attirons votre attention sur le fait que les intervenants communautaires accueillent des personnes avec des statuts non permanents et précaire (Ex demandeurs d'asile) et donc plus vulnérables. Une réalité à considérer.**

Le revenu médian après impôts des hommes immigrants est supérieur à celui des femmes immigrantes (29 689 c. 24 495 \$).

Groupes de population	Revenu médian après impôts selon recensement 2016
Hommes non-immigrants	36 916\$
Hommes de 2 ^e génération	30 323\$
Hommes immigrants	29 689\$
Femmes non-immigrantes	29 420\$
Femmes de 2 ^e génération	26 813\$
Femmes immigrantes	24 495\$

Emploi :

59,9 % des personnes immigrantes occupent un emploi et 8,8 % sont au chômage. 55 % des femmes immigrantes occupent un emploi et 10,1 % sont au chômage.

65% des hommes de 2^e génération et 62,3 % des femmes de 2^e génération occupent un emploi. 7,5% des personnes de 2^e génération sont au chômage.

Le taux d'emploi des personnes non immigrantes est de 59,6 %. Chez les hommes, ce taux est de 62,6 % et chez les femmes, de 56,9 %. Le taux de chômage chez les personnes non immigrantes est de 6,2 %, et il s'avère plus élevé chez les hommes que chez les femmes (6,8 c. 5,6 %).

Pauvreté:

Les personnes immigrantes sont proportionnellement plus nombreuses à vivre sous le seuil de faible revenu (SFR) que les non immigrantes (12,8 c. 8,5 %). [v] L'écart entre les deux groupes de population est particulièrement marqué chez les jeunes de moins de 18 ans.

12,8 % des immigrant.e.s et 8,7% de personnes de 2^e génération vivent sous le seuil de faible revenu après impôts.

13,1 % des femmes immigrantes vivent sous le seuil de faible revenu après impôts.

Les femmes immigrantes s'avèrent plus nombreuses, en proportion, que les femmes non-immigrantes à vivre dans un ménage consacrant 30 % ou plus de son revenu total aux coûts d'habitation (21,7 c. 14,4 %).

En somme, des inégalités existent entre les personnes issues de l'immigration et les personnes non immigrantes vivant sur le territoire de l'agglomération de Longueuil. Dans l'ensemble, les personnes immigrantes sont plus scolarisées mais elles présentent un profil socioéconomique moins avantageux que celui des personnes non immigrantes.

Pour leur part, les personnes de 2^e génération étant nées et scolarisées au Québec, présentent un profil socioéconomique moins avantageux que celui des personnes non-immigrantes.

Les actes du forum Vivre à Longueuil, une question à réfléchir..., mars 2014, affirment que « nous pouvons conclure qu'il y a du racisme à Longueuil. Selon la typologie proposée par Wieviorka, celui-ci atteint le second niveau sur une échelle de quatre, en se manifestant par un racisme d'exclusion sociale. Comme nous l'avons mentionné, le second niveau de racisme selon Wieviorka s'associe avec les conditions socio-économiques d'une population et est étroitement lié aux luttes de classes : [il] correspond aux situations dans lesquelles des groupes ou des individus vivent une forte chute sociale, sont marqués par l'exclusion ou sa menace » (Wieviorka, 1991, 41).

Par ailleurs, des inégalités entre les sexes s'ajoutent à l'analyse. Les femmes immigrantes présentent un profil socioéconomique particulièrement désavantageux par rapport à celui des hommes immigrants, et à ceux des femmes et des hommes non-immigrants, soit les personnes de la société d'accueil.

Les femmes immigrantes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes immigrants à :

- N'avoir aucun certificat, diplôme ou grade (15,1 c. 12,5 %)
- Être au chômage (10,1 c. 7,6 %)
- Ne parler ni le français ni l'anglais (6,3 c. 3,8 %)
- Vivre seules dans leur logement (chez les 75 ans et plus) (31,4 c. 14,9 %)
- Vivre dans un logement subventionné (8,3 c. 6,3 %)

Encore, les femmes de 2^e génération présentent un profil socioéconomique moins avantageux que celui des hommes de 2^e génération, bien qu'elles soient plus scolarisées et qu'elles soient moins nombreuses, en proportion, à être sur le chômage.

Pendant la dernière décennie, le territoire de l'agglomération de Longueuil a connu une importante croissance et une plus grande diversification de la population issue de l'immigration. Dans ce cadre, plusieurs organismes communautaires et institutions publiques ont commencé à se pencher sur l'adaptation des façons de faire traditionnelles vers des pratiques inclusives de ces diversités, tout en portant une attention particulière à l'accessibilité de services pour ces personnes et leurs groupes. Selon les actes de la journée initiée par le Comité Action-Inclusion : *Pratiques inclusives auprès des personnes en situation de vulnérabilité, pauvreté et interculturalité (2016)*, l'adaptation des pratiques favorise l'accès aux services non seulement pour les personnes immigrantes en contexte de vulnérabilité, mais aussi pour l'ensemble de la collectivité. Avec le développement des connaissances concernant l'immigration et d'habiletés d'intervention interculturelle, de même que la concertation de leurs ressources et la collaboration en complémentarité, les regroupements et organismes se dotent progressivement des moyens de travailler collectivement pour l'accessibilité des ressources et la pleine participation des résident.e.s de leurs milieux.

Présentation des trois concertations du territoire et les enjeux observés et travaillés par celles-ci

- **Comité Longueuil ville sans racisme et discrimination : qui sommes-nous ?**

En 2010, un groupe de travail formé de personnes représentantes d'organismes communautaires et d'établissements publics a mis sur pied le comité Longueuil – Ville sans racisme et discrimination (CLVSRD). Le comité s'est donné comme premier mandat de poser des actions afin que la Ville de Longueuil adhère à la Coalition canadienne et internationale des municipalités contre le racisme et la discrimination.

Le CLVSRD a insufflé une mobilisation de la communauté de Longueuil par le biais de plusieurs actions (sondage auprès des organismes communautaires 2011, conférences, la communauté apprenante en 2013, le forum Vivre à Longueuil, une question à réfléchir en 2014, participation à la conception et suivi du premier Plan d'action 2015-2017 de la Ville de Longueuil afin de contrer le racisme et la discrimination).

Actuellement, les objectifs du comité se sont élargis et visent à développer des actions pour contrer le racisme et la discrimination à Longueuil et ses environs. En effet, le Comité continue à travailler afin de faire reconnaître l'existence du phénomène comme une entrave à l'inclusion et intégration des citoyen.n.e.s au sein de notre communauté ainsi qu'à l'importance de prendre, au niveau local, des actions concrètes afin de le contrer.

Les enjeux observés et travaillés par le Comité :

1) La non reconnaissance du racisme comme phénomène présent dans notre territoire

Les actes du colloque Vivre à Longueuil, une question à réfléchir... (2014) indiquent qu'à Longueuil le phénomène de racisme atteint selon l'échelle de Wieviorka à quatre niveaux, le second niveau (racisme d'exclusion sociale).

2) L'emploi :

- Difficultés d'accès à l'emploi vécues par les personnes immigrantes ou racisées
- Défis de la rétention en emploi, les mécanismes à mettre en place pour s'assurer la rétention des employé.e.s immigré.e.s
- Possibilités réduites d'avancement et de carrière pour les personnes immigrantes et ou racisées
- Défis des équipes de travail diversifiées: les liens avec les autres travailleurs et travailleuses, le climat d'équipe, le besoin de formation de part et d'autre
- Les « poches » d'emploi occupées par les membres de certaines communautés ethniques (ex : préposé aux bénéficiaires, gardien de sécurité, etc.)

3) **Les tensions interculturelles / les relations interculturelles** : Le besoin de sensibiliser et éduquer les citoyennes et les citoyens dans les quartiers et milieux de vie à propos de toutes les questions touchant l'altérité.

4) **Les discours à effets racistes observés dans certains médias à portée provinciale peuvent influencer les opinions des citoyennes et des citoyens de l'agglomération.**

- **Table de concertation sur la situation des femmes immigrées de l'agglomération de Longueuil (TCSFIAL) : qui sommes-nous ?**

La Table de Concertation sur la situation des Femmes Immigrées de l'Agglomération de Longueuil (TCSFIAL) a été mise sur pied en octobre 2013. Il s'agit d'une concertation émergente qui regroupe des représentantes de 16 organismes œuvrant auprès des femmes et ou des personnes issues de l'immigration dans divers domaines. La Table s'est donnée le mandat de mettre sur pied une structure de concertation avec les organismes communautaires, publics et parapublics du milieu afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des femmes immigrées vivant dans le territoire de l'Agglomération de Longueuil. Pour ce faire, un des objectifs visés est celui de favoriser l'inclusion des femmes immigrées à la vie économique, politique, sociale et culturelle des organisations du milieu.

La TCSFIAL porte une attention particulière envers les femmes immigrées et ou racisées de l'agglomération de Longueuil car leurs conditions de vie, bien que reflétant de réalités très diverses, les positionnent parmi les groupes les plus défavorisés du point de vue socio-économique du territoire. De plus, on constate des groupes parmi ces femmes immigrées qui sont particulièrement vulnérables, notamment les femmes à statuts migratoires précaires et les femmes parrainées vivant en contexte de violence conjugale ou familiale.

Il est important de mentionner que les femmes immigrées appartenant à une minorité visible, voire les femmes racisées, sont plus défavorisées quant à l'accès à l'emploi et au revenu d'emploi. Or, la discrimination dans la répartition de ressources économiques, politiques et sociales de la communauté produit un impact négatif sur la perception et la confiance en soi de chaque personne et famille immigrante. Cet accès inégal aux ressources ne peut que renfoncer et accroître les inégalités au sein de nos communautés en portant, au même temps, une atteinte aux valeurs démocratiques et égalitaires prônées par la société québécoise.

Les enjeux observés et travaillés par la concertation :

- 1) **Les violences vécues** par les femmes immigrées et racisées (la pauvreté, la violence conjugale, la violence familiale, la violence sexuelle, la non reconnaissance, les discriminations subies).
- 2) **L'accessibilité aux soins de santé** : méconnaissance du réseau de la santé par les femmes immigrées et, au même temps, des pratiques non adaptées à leurs besoins car le réseau de la santé et des services sociaux a des difficultés à reconnaître les spécificités des femmes immigrées et ou racisées.

- 3) **L'inclusion de femmes immigrées et racisées au sein des équipes de travail** diversifiées dans nos organisations : il ne s'agit pas uniquement de l'embauche, il faut regarder l'aménagement de divers aspects de la vie au travail afin de favoriser des milieux inclusifs et ouverts aux différences.

- **Comité Action-Inclusion : qui sommes-nous ?**

Le Comité Action-Inclusion est actif depuis 2014 et regroupe des organismes communautaires et les CISSS du territoire. Dès le départ, la préoccupation centrale a été d'offrir aux partenaires du milieu (organismes communautaires, écoles, milieux de garde, services de santé, services sociaux, villes, etc.) des occasions d'apprentissage et de réseautage pour soutenir le développement et la consolidation sur notre territoire de pratiques mieux adaptées et plus inclusives auprès des personnes issues de l'immigration. Deux grandes journées ont été planifiées à cette effet par le Comité Action Inclusion : «Pratiques inclusives auprès des personnes en situation de vulnérabilité, pauvreté et interculturalité» (2016); «Des modèles de collaboration et d'apprentissage pour des pratiques inclusives auprès des personnes issues de l'immigration» (2017). Une troisième est en cours de planification.

Avec de nouveaux membres au sein du comité, l'intention et les axes d'action ont été réaffirmés:

L'intention du Comité : «Dans un souci de responsabilité partagée et de vision commune, motiver les gens à travailler ensemble auprès et avec les personnes issues de l'immigration pour repenser nos pratiques afin qu'elles soient plus inclusives et visent la transformation sociale».

Ses deux axes d'action :

Axe 1 : Créer et consolider des collaborations avec les comités et concertations du milieu qui ont un lien avec notre thème, pour influencer les questions de développement social.

Axe 2 : Répondre aux besoins du milieu pour développer des pratiques plus inclusives.

Les enjeux observés et travaillés par le Comité:

- 1) **La nécessité d'adapter les pratiques des différents acteurs du milieu** (par exemple: services de santé et services sociaux, écoles, services de garde, organismes communautaires, services gouvernementaux, services municipaux, etc.) pour l'accueil et l'inclusion des personnes issues de l'immigration au sein des organisations :
 - Accessibilité des services
 - Adaptation des services
 - Équipes de travail plus diversifiées (politique d'accès à l'égalité à l'embauche)
- 2) Les **intervenant.e.s** des diverses organisations ont besoin d'accompagnement à l'égard des questions d'adaptation des pratiques.
- 3) Il est essentiel de sensibiliser les **gestionnaires** des diverses organisations aux changements organisationnels requis pour une véritable adaptation des pratiques.

Quelques pistes d'orientations proposées par les trois concertations

De ces enjeux observés et travaillés, des pistes de solutions se dégagent. En voici quelques-unes perçues comme étant prioritaires:

- Reconnaître l'existence du racisme et des discriminations sur le territoire de l'agglomération de Longueuil et développer et mettre en place des mesures concrètes pour les contrer.
- Adapter les pratiques au sein des organisations pour assurer un accueil inclusif des personnes et des groupes issus de l'immigration afin de garantir la pleine participation de ces personnes et groupes à la vie sociale, culturelle, politique et économique dans nos communautés.

Moyens:

- Consolider des espaces collectifs pour développer davantage des pratiques collaboratives axées sur la reconnaissance et l'inclusion des personnes et des groupes issus de l'immigration
 - Adapter les modalités de gestion des organisations afin de permettre et favoriser la formation des intervenantes et intervenants pour s'outiller et œuvrer auprès et avec les personnes et des groupes issus de l'immigration
- Réaliser une analyse différenciée selon les sexes qui tienne compte des diverses réalités vécues par les femmes et par les hommes issus de l'immigration (ADS+) dans chaque plan, programme et politique de nos institutions publiques et organisations.
 - Pouvoir compter sur la volonté politique et le soutien formel subséquent pour soutenir des démarches vers la reconnaissance des spécificités des personnes et des groupes issus de l'immigration en incluant un regard ADS+ .

En conclusion, les partenaires des trois concertations auteures de ce document sont grandement préoccupés par la persistance d'enjeux sur notre territoire faisant obstacle à une participation pleine et entière des personnes issues de l'immigration et des femmes et des hommes racisés. Avec ce document, nous lançons d'une même voix un message clair en faveur de la reconnaissance de l'existence du racisme, des discriminations et des inégalités et d'un engagement ferme des décideurs publics et de tous les partenaires du milieu à travailler ensemble à la mise en place de solutions durables. Nous savons qu'en travaillant tous et toutes ensemble, il est possible de bâtir des milieux de vie plus inclusifs, accueillants, ouverts et mieux adaptés aux besoins des personnes issues de l'immigration et des femmes et des hommes racisés de notre communauté.

Nous souhaitons que l'expertise de nos concertations soit mise à contribution dans l'élaboration et la mise en place d'un plan d'action en développement social pour le territoire de l'agglomération de Longueuil. Nous souhaitons aussi que la parole des personnes issues de l'immigration et des femmes et hommes racisés soit écoutée, respectée et prise en compte dans l'ensemble des démarches en développement social.

Enfin, ci-joint des documents réalisés par les trois concertations soutenant les enjeux présentés et les pistes proposées. Plus de détails s'y retrouvent.

En vous remerciant, signé les membres des concertations,

***Comité Longueuil Ville
sans racisme et
discrimination (CLVSRD) :***

- Citoyennes
- Carrefour le Moutier
- Centre des femmes de Longueuil
- Services et Formation aux Immigrants en Montérégie
- Vision Inter-Cultures
- Avec le soutien de l'organisation communautaire du CISSS Montérégie Centre et du CISSS Montérégie-Est

***Table de concertation sur la
situation des femmes
immigrées de l'agglomération
de Longueuil (TCSFIAL) :***

- Association des Femmes d'Ici et d'Ailleurs (AFIA)
- Bienville, Allons de l'avant!
- Carrefour le Moutier
- Carrefour pour Elle
- CAVAC Montérégie
- Centre des femmes de Longueuil
- Citoyennes de Longueuil
- COM'FEMME
- Inform'Elle
- Maisonnette Berthelet
- Maison de la famille Brossard
- Maison Internationale de la Rive Sud (MIRS)
- MAM autour de la maternité
- Office Municipal d'Habitation de Longueuil (OMHL)
- Pavillon Marguerite de Champlain
- Services et Formation aux Immigrants en Montérégie (SFIM)
- Service de police de l'agglomération de Longueuil
- Université de Sherbrooke-Campus Longueuil
- Vision Inter-Cultures
- Avec le soutien de l'organisation communautaire du CISSS Montérégie Centre et du CISSS Montérégie-Est

Comité Action Inclusion:

- Carrefour le Moutier
- Centre d'action bénévole de St-Hubert
- CDC de l'agglomération de Longueuil
- Entraide pour hommes
- Intégration Compétences
- Service de police de l'agglomération de Longueuil
- Vision Inter-Cultures
- Avec le soutien de l'organisation communautaire du CISSS Montérégie Centre et du CISSS Montérégie-Est

ANNEXES

Annexe I | Portrait statistique 2016

Annexe II | Document du Comité Longueuil Ville sans racisme et discrimination

Vivre ensemble à Longueuil, une question à réfléchir... Actes de forum.
21 mars 2014

Annexe III | Document de la Table de concertation sur la situation des femmes immigrées de l'agglomération de Longueuil (TCSFIAL)

Annexe IV | Document du Comité Action-Inclusion

Créer, consolider et développer nos collaborations, pour des pratiques inclusives auprès des personnes issues de l'immigration. Actes de la journée de réflexion, d'information et de réseautage. 1er septembre 2016

Notes :

[i] Beaudry-Godin, M. (2018). *Profil démographique et socioéconomique des immigrants de l'agglomération de Longueuil*. Portfolio. Longueuil : Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre. Direction de santé publique. Équipe Surveillance. [En ligne] <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/sante-publique/surveillance-etat-sante/portrait-type-thematique.fr.html> (27 septembre 2018)

Beaudry-Godin, M. (2018). *Profil démographique et socioéconomique des immigrantes de l'agglomération de Longueuil*. Portfolio. Longueuil : Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre. Direction de santé publique. Équipe Surveillance. [En ligne] <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/sante-publique/surveillance-etat-sante/portrait-type-thematique.fr.html> (27 septembre 2018)

Beaudry-Godin, M. (2018). *Profil démographique et socioéconomique des enfants nés au Canada de parents immigrants. Agglomération de Longueuil*. Portfolio. Longueuil : Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre. Direction de santé publique. Équipe Surveillance. [En ligne] <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/sante-publique/surveillance-etat-sante/portrait-type-thematique.fr.html> (27 septembre 2018)

[ii] La moitié (50,5 %) des immigrants de l'agglomération résident à Longueuil et 39,3 % à Brossard. Toutes proportions gardées, Longueuil a attiré plus d'immigrants récents puisque 59,9 % d'entre eux s'y sont installés

[iii] À Brossard, près des trois quarts (74,2 %) des immigrants appartiennent à un groupe de minorités visibles et le quart d'entre eux ont déclaré être Chinois. Les Latino-Américains sont proportionnellement plus nombreux sur le territoire de Saint-Lambert (14,6 %) alors que les Noirs se retrouvent en plus grande proportion sur le territoire de Longueuil (22,9 %), particulièrement dans le Vieux-Longueuil (26,4 %). Finalement, les minorités visibles ne représentent que 30 % des immigrants de Saint-Bruno-de-Montarville.

Entre 2006 et 2016, la population féminine immigrante née en Afrique a doublé sur le territoire de l'agglomération de Longueuil et triplé à Saint-Hubert. Le nombre d'immigrantes originaires de l'Amérique centrale ou de l'Amérique du Sud a également connu une hausse importante au cours des dix dernières années, et ce, particulièrement à Boucherville et Greenfield Park.

[v] La proportion d'immigrants vivant sous le SFR varie considérablement entre les municipalités et les arrondissements de l'agglomération. Dans le Vieux-Longueuil, 16,4 % des immigrants vivent sous le SFR alors qu'à Saint-Bruno-de-Montarville et Boucherville cela ne concerne que 6 % des immigrants. La situation des immigrants est particulièrement préoccupante dans le quartier de LeMoynes où près du quart d'entre eux (23,6 %) vivent sous le SFR (donnée non présentée).

[vi] Forum Vivre-ensemble à Longueuil, une question à réfléchir..., 21 mars 2014, La version complète des actes du forum est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.usherbrooke.ca/chaire-religions-modernite-avancee/>

[vii] SEIIM- Pistes d'action pour des pratiques inclusives auprès de personnes issues de l'immigration, rédigé pour les partenaires de la région de Longueuil par Marie-Claire Rufagari, Marie-Jeanne Blain, et la collaboration de Caroline Lester, 1er février 2017